



Déclaration FSU-CGT

CTSD du 2 septembre 2020

Madame la Directrice académique, M. l'adjoint,

Mmes et Ms les membres de ce CTSD,

Nous profitons de cette instance paritaire pour évoquer ce que nous ne pourrons pas vous dire lors des CAPD qui n'auront pas lieu.

Le ministre de l'Éducation Nationale a beau marteler dans les médias que cette rentrée est une rentrée normale, il est bien le seul à ne pas voir que non, factuellement, rien n'est normal !

Peut-être est-ce un moyen de se persuader que tout va bien et que les choses vont pouvoir rester ce qu'elles sont sans plus de moyens ou de dialogue ?

Peut-être est-ce une méthode pour tenter de persuader les français que porter un masque, c'est normal, que se tenir à l'écart des autres c'est normal, que ne pas se toucher, c'est normal ?

Nous pensons, nous, que l'école ne doit pas être la caution d'une politique de bouts de ficelles qui tente de gérer tant bien que mal la crise sanitaire en pérennisant, contre toute logique, un système économique et politique désuet.

Comment peut-on affirmer sans ciller que cette rentrée est normale

- quand des milliers d'écoliers se sont retrouvés ce mardi 1er septembre face à des adultes masqués du matin au soir.
- quand le matériel sanitaire de protection des personnels est encore en cours de distribution...
- quand la dernière mouture du protocole et les fiches sanitaires sont arrivées à la dernière minute – notons l'abandon des précautions imposées en mars alors que la contamination repart
- Notons également que les textes laissent place à des

interprétations qui se traduisent par des injonctions différentes selon les circonscriptions et qui ne sont applicables qu'en fonction des situations. Ces adaptations exposent les collègues à la contamination et à d'éventuels recours en justice.

- quand les collègues fragiles n'ont d'autre choix que de mettre leur santé en danger ou de perdre tout ou partie de leur salaire – vous nous confirmerez peut-être qu'ils peuvent obtenir des masques spécifiques de la part de leur employeur -
- quand les conduites à tenir en cas de suspicion et les conséquences restent floues - la quatorzaine sera-t-elle considérée comme un arrêt maladie avec jour de carence ou verrons-nous un peu de bienveillance dans le traitement de ces situations ?

Ce CTSD de rentrée doit permettre de faciliter les conditions d'enseignement en ces temps particuliers et prendre en compte les besoins accrus de nos élèves.

Or, l'on remarque d'abord que, contrairement à d'autres pays européens et malgré nos revendications, nos écoles n'ont aucun renforcement de personnel pour traiter les conséquences de la crise.

Ne serions-nous, aux yeux du gouvernement qu'une garderie pour relancer l'économie... « Quoi qu'il en coûte » ?

Le plus de maîtres que de classes, que le SNUipp-FSU revendiquait depuis tant d'années, aurait été un moyen efficace de répondre à ces besoins mais hélas, les quelques postes qui avaient été ouverts ces dernières années ont disparu de la carte du département. Tant pis pour ces écoles qui en avaient tant besoin !

Les classes dédoublées en GS CP et CE1, hélas encore, ne sont plus bloquées à 12 mais atteignent jusqu'à 16 en CP à La Rochelle ! Tant pis pour les élèves qui ont été déscolarisés près de 6 mois !

La limitation des GS à 24 ne pourra pas être concrétisée partout. Tant pis pour la crédibilité des projets !

Les enseignant.es spécialisé.es à dominante relationnelle, qui ont un rôle essentiel notamment auprès des plus jeunes, manquent encore à cette rentrée faute de places en formation. Tant pis pour les décrocheurs !

Des classes restent encore trop chargées pour accueillir sans difficulté les élèves en inclusion ou accompagnés par leur AESH. Tant pis pour la sérénité dans les apprentissages !

Nous espérons, Mme la Dasen, que les quelques postes vous restant pourront permettre des ouvertures de classes car il nous semble que vraiment beaucoup de postes ont été ouverts en dehors des classes pour servir les seuls objectifs ministériels.

Nous sommes également très inquiets face à la lenteur des informations au sujet de la mise en place des PIALS, et face au manque d'AESH dans certaines écoles auprès d'élèves ayant une notification.

La situation toujours précaire de ces personnels de l'Éducation nationale est accablante et cette réorganisation risque d'ajouter des déplacements qu'il est indispensable de financer.

Pour notre ministre, tout est tellement normal qu'il n'y a aucun problème à maintenir le calendrier de début d'année des évaluations CP et CE1 dont /es items proposés seront, à quelques nuances près, les mêmes que ceux des années précédentes, comme si rien n'avait eu lieu avant les vacances scolaires.

Ces évaluations nationales ont pourtant déjà fortement été remises en cause en temps ordinaire tant dans leurs modalités de passation que dans le traitement des résultats qui ne permet pas une analyse prenant en compte le parcours des élèves. Elles ne font que nourrir une communication ministérielle totalement déconnectée de la réalité et sans aucun intérêt pour nos élèves.

Pour la FSU-CGT, ces évaluations nationales ne sont rien de moins que de la maltraitance à l'égard des élèves et des enseignants.

M. le Ministre nous accorderait toute sa confiance dans

l'organisation matérielle de cette rentrée... A nous de nous adapter en fonction des situations locales, de composer avec les élus, les bâtiments, les moyens matériels ...

Pour ce qui concerne la pédagogie en revanche, plus aucune confiance ! Le ministre entend imposer ses évaluations et sa pédagogie, et il voudrait que nous l'appliquions sans réfléchir. C'est insupportable !

Pourrait-on rappeler à Monsieur Blanquer que nous avons été formé.es pour faire de la pédagogie. Nous savons établir nos programmations et progressions, certes basées sur les programmes mais avant tout en fonction de nos élèves. Nous savons les évaluer pour adapter notre enseignement.

Mais nous n'avons pas pour mission de gérer les relations avec les élus, de faire briller notre école, de piloter ...

Alors de la confiance, oui, nous en avons besoin, mais pour faire notre métier, c'est à dire, enseigner ! Et ce ne sont pas des « open-badges » ou des primes que nous attendons mais bien une revalorisation globale de nos salaires !

Les risques psycho sociaux dus au confinement, au télétravail, à la pression qui a été mise sur les enseignants sont importants et notre hiérarchie doit y être très vigilante. La perte de sens dans le travail est une réalité pour de très nombreux collègues.

Et malgré ce qu'en pense le ministre, ce n'est pas en introduisant un rapport hiérarchique au sein des écoles par le biais de la directrice ou du directeur que les équipes fonctionneront mieux et que le travail fera plus sens.

M. Blanquer a la tête dure et il ne lui a pas fallu longtemps pour réintroduire, par le biais d'une circulaire, la notion de délégation d'autorité du DASEN pour les directions d'école. La FSU-CGT est plus que jamais opposée à cette idée.

En revanche, nous continuons de penser que c'est avec du temps, des moyens humains, de la liberté, de la confiance et de la formation que les conditions de travail s'amélioreront pour nos collègues.

Alors pour cette rentrée, nous ne souhaitons pas à nos collègues de retrouver le « plaisir du pilotage pédagogique. » Ce verbiage propre

au new management public ne fait pas sens dans notre métier.

Nous leur souhaitons tout simplement une bonne rentrée des classes, qu'ils aient plaisir à retrouver leurs élèves et leurs collègues malgré ces conditions particulières. Nous leur souhaitons aussi de meilleures conditions de travail que celles que nous connaissons et qui se dégradent chaque année.

Nous leur rappelons que ce n'est pas grâce aux cours diffusés via la télévision mais bien grâce à leur travail que le lien entre l'école et les élèves a été maintenu.

Non M. le Ministre, ce ne sont pas les centaines d'heures de cours qui ont été enregistrées dans le cadre du concept de « nation apprenante » qui aideront les familles à assurer la continuité pédagogique en cas de re-confinement mais, et vous le savez fort bien, vous pouvez compter sur les professeurs d'école !

Enfin, nous réaffirmons que nous continuerons d'être auprès de tous nos collègues pour défendre les droits collectifs malgré cette loi indigne qui nie le travail des représentants du personnel et le dialogue social.